

## Projets de règlement

### Projet de règlement

Loi sur le curateur public  
(chapitre C-81)

#### Règlement d'application — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le curateur public, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à déterminer le nouveau lieu où le curateur public exercera principalement ses attributions à compter du mois de juin 2023.

Ce projet de règlement n'a pas de répercussion sur les citoyens et les entreprises, en particulier les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M<sup>e</sup> Virginie Gagnon-Dubreuil, avocate, Direction générale des affaires juridiques, Curateur public du Québec, 600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W9; téléphone : 514 864-4738; courriel : virginie.gagnon-dubreuil@curateur.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, à M<sup>e</sup> Julie Baillargeon-Lavergne, curatrice publique, 600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W9; courriel : julie.baillargeon-lavergne@curateur.gouv.qc.ca. Ces commentaires seront communiqués par le curateur public à la ministre de la Famille.

*La ministre de la Famille,*  
SUZANNE ROY

### Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le curateur public

Loi sur le curateur public  
(chapitre C-81, a. 68, par. 12<sup>o</sup>)

**1.** Le Règlement d'application de la Loi sur le curateur public (chapitre C-81, r. 1) est modifié, à l'article 14, par le remplacement de « 600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, H3B 4W9 » par « 1832-500, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H3A 0J2 ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le 26 juin 2023.

78752

### Projet de règlement

Loi sur les contrats des organismes publics  
(chapitre C-65.1)

#### Tarif d'honoraires pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a pour but de proposer une hausse des taux horaires dont bénéficient les architectes qui fournissent des services professionnels à un organisme public. Il est proposé que cette hausse soit d'une durée limitée, et que, au terme de cette durée, les taux horaires correspondent à ceux actuellement applicables.

Ce projet de règlement n'a pas d'impact sur les citoyens.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Robert Villeneuve, directeur général, Direction générale de l'encadrement, Sous-secrétariat aux marchés publics, Secrétariat du Conseil du trésor, 875, Grande Allée Est, Québec (Québec) G1R 5R8, par téléphone au numéro : 418 643-0875, poste 4938 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : robert.villeneuve@sct.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, à la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, 875, Grande Allée Est, Québec (Québec) G1R 5R8.

*La ministre responsable de l'Administration  
gouvernementale et présidente du Conseil du trésor,  
SONIA LEBEL*

## Règlement modifiant le Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes

Loi sur les contrats des organismes publics  
(chapitre C-65.1, a. 23, par. 1°)

**1.** L'article 13 du Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes (chapitre C-65.1, r. 9) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2°, de « par le Conseil du trésor selon la classification prévue ».

**2.** L'annexe II de ce tarif est remplacée par la suivante :

### « ANNEXE II (Article 13)

#### TAUX HORAIRE FIXE

«

CLASSIFICATION EXPÉRIENCE		DU (indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement) JUSQU'AU (indiquer ici la date qui précède celle qui suit de 9 mois celle de l'entrée en vigueur du présent règlement)		À COMPTER DU (indiquer ici la date qui suit de 9 mois celle de l'entrée en vigueur du présent règlement)	
		TAUX HORAIRE FIXE (\$)	TAUX HORAIRE FIXE DE PATRON (\$)	TAUX HORAIRE FIXE (\$)	TAUX HORAIRE FIXE DE PATRON (\$)
ARCHITECTES					
— Senior principal	15 ans et plus	148,08	192,48	116,05	150,85
— Senior	10 ans et plus	117,52	152,74	92,10	119,70
— Intermédiaire	5 à 10 ans	98,25	140,49	77,00	110,10
— Junior	0 à 5 ans	80,90	105,14	63,40	82,40
— Stagiaire	s. o.	70,37		55,15	

CLASSIFICATION EXPÉRIENCE	DU (indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement) JUSQU'AU (indiquer ici la date qui précède celle qui suit de 9 mois celle de l'entrée en vigueur du présent règlement)	À COMPTER DU (indiquer ici la date qui suit de 9 mois celle de l'entrée en vigueur du présent règlement)			
		TAUX HORAIRE FIXE (\$)	TAUX HORAIRE FIXE DE PATRON (\$)	TAUX HORAIRE FIXE (\$)	TAUX HORAIRE FIXE DE PATRON (\$)
TECHNICIENS, DESSINATEURS					
—Principal	15 ans et plus	110,82		86,85	
—Senior	10 à 15 ans	83,13		65,15	
—Intermédiaire	5 à 10 ans	71,14		55,75	
—Junior	0 à 5 ans	61,12		47,90	
—Personnel auxiliaire	s. o.	35,98		28,20	

Note 1 : Les architectes junior, intermédiaire, senior et senior principal sont crédités de trois années d'expérience pour leur stage.

Note 2 : Les taux horaires fixes s'appliquent, à compter de la date mentionnée au tableau, aux honoraires qui font l'objet d'un contrat en cours d'exécution. À l'égard des honoraires dont le paiement s'effectue selon la méthode à forfait sur la base des taux prévus à la méthode horaire et qui font l'objet d'un contrat en cours d'exécution, ces taux s'appliquent à compter de la date de l'entente à conclure résultant d'une négociation visée à l'article 16 et demeurent applicables jusqu'à la fin de cette entente. La présente note s'applique malgré toute stipulation à l'effet contraire dans ce contrat. ».

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

**3.** Pour un contrat conclu après le 22 novembre 2022, les taux horaires fixes en vigueur le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*) s'appliquent, à compter de cette date, à l'égard des honoraires dont le paiement s'effectue selon la méthode à forfait sur la base des taux prévus à la méthode horaire, lorsqu'un contrat et une entente résultant d'une négociation visée à l'article 16 du Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes (chapitre C-65.1, r. 9) sont en cours d'exécution le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*). Ces taux demeurent alors applicables jusqu'à la fin de l'entente.

Le premier alinéa s'applique malgré toute stipulation à l'effet contraire dans un contrat et malgré l'annexe II du Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes (chapitre C-65.1, r. 9), telle que remplacée par l'article 2 du présent règlement.

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78737

### Projet de règlement

Loi sur les contrats des organismes publics  
(chapitre C-65.1)

#### Tarif d'honoraires pour les services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs —Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.